



Module 2

Cadre juridique



Leçon 2.1

Le cadre juridique international

Résultats de l'apprentissage

- Comprendre le cadre juridique international qui s'applique à l'évaluation des MDMD.
- Comprendre le rôle et les responsabilités du système des Nations unies dans la lutte contre les informations haineuses.

Contenu de la leçon

- Cadre juridique international
- Principes juridiques internationaux essentiels relatifs aux MDMD
- Rôles et responsabilités dans la lutte contre les discours de haine

Hiérarchie des normes de droit international de l'ONU

Charte des Nations Unies

DIDH, DIH, Droit des réfugiés, DIP

Résolutions du Conseil de sécurité

Politiques de maintien de la paix de l'ONU

Politiques et règles spécifiques à la mission

Origine

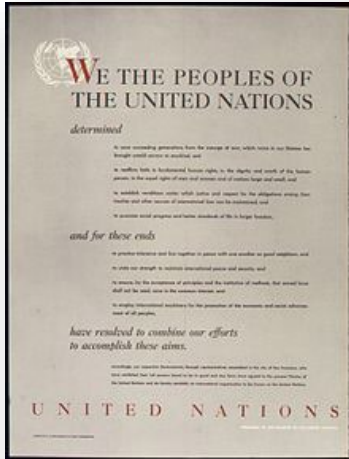
« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité »

Art. 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Caractéristiques principales

| | |
|--|---|
| Garantie internationale | Protection juridique |
| Focalisation sur la dignité inhérente à tous les êtres humains | Protection des individus et des groupes |
| Opposabilité aux États et aux acteurs étatiques | Inaliénabilité |
| Égalité et interdépendance | Universalité |

Évolution du droit international



1945 - Charte des Nations unies

1948 - Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)



Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) - **1966**

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) - **1966**

La DUDH et les deux pactes sont dénommés « Charte internationale des droits de l'homme »

Responsabilités des agents de maintien de la paix

Principes de la Charte des Nations Unies :

- Conformité avec le droit international
- Promotion du respect des droits humains

Responsabilités des agents de maintien de la paix

Respecter

Promouvoir

Protéger

- Droit international relatif aux droits humains
- Droit international humanitaire (DIH)
- Droit international des réfugiés
- Droit pénal international



Droit international relatif aux droits humains (DIDH)

- Les droits humains protègent la **dignité, la liberté et l'égalité** de chacun
- Les droits humains sont **universels** et inaliénables
- Ils continuent de s'appliquer en cas de **guerre ou d'autres urgences nationales**
- Ils définissent principalement les **obligations des États**
- Les groupes armés non étatiques peuvent également violer ou abuser des droits humains

Principes juridiques internationaux essentiels

Droits

- Le droit à la liberté d'opinion et d'expression
 - Le droit à l'information
-

Responsabilités

- Interdiction de l'incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence
 - Protection des médias et des défenseurs des droits humains
-

Bonnes pratiques

- Promulguer des lois qui protègent la liberté d'expression et le droit à l'information
- Sensibiliser le public à ces droits et libertés

Responsabilité des États

La lutte contre les discours de haine impose aux États de prendre des mesures pour :

RESPECTER

Éviter les actions qui privent les personnes de leurs droits.

PROTÉGER

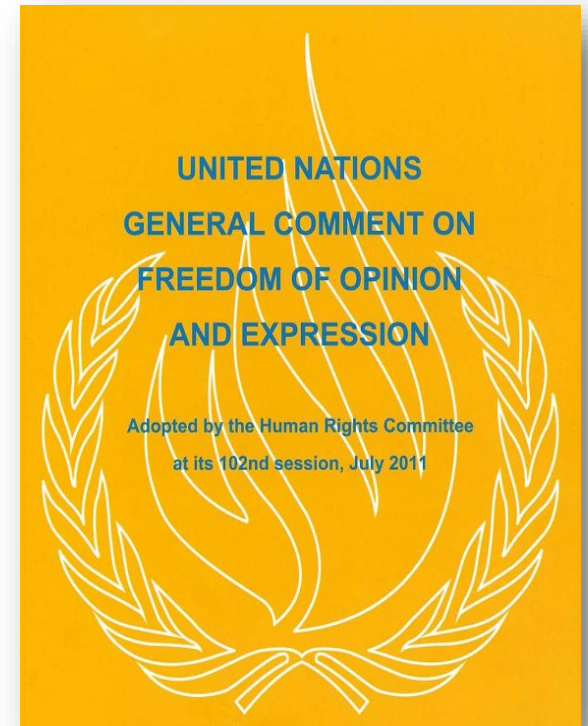
Veiller à ce que les tiers ne privent pas les personnes de leurs droits garantis.

HONORER

Mettre en place des systèmes politiques, économiques et sociaux qui permettent à tous les membres de la société d'accéder à leurs droits.

Les droits à la liberté d'opinion et d'expression

- La DUDH et le PIDCP protègent le **droit d'avoir des opinions** et le **droit à la liberté d'expression**.
- La **liberté d'information** est un droit humain fondamental.
- La liberté d'expression et d'information peut faire l'objet de **restrictions autorisées par le droit international**.



Interdiction de la propagande en faveur de la guerre et de l'incitation à la violence

- La propagande en faveur de la guerre est **interdite par le droit international**.
- Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) définit la « propagande de guerre » comme une incitation publique à la violence.
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques impose également aux États de promulguer des lois interdisant l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse.

Étude de cas n°1 : Le génocide de 1994

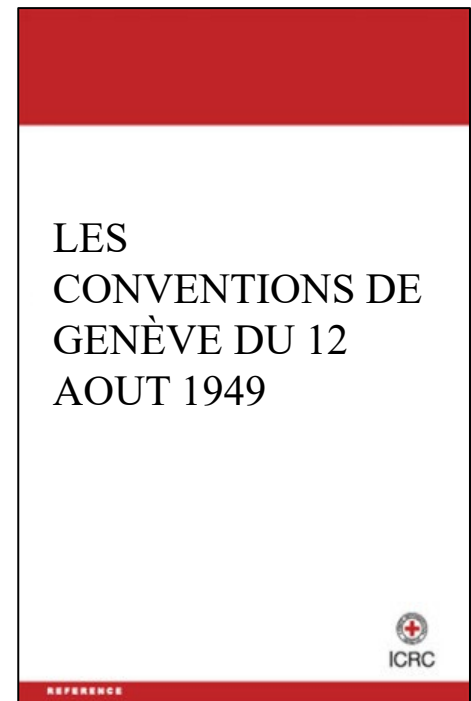
- Le génocide de 1994 au Rwanda est un massacre de masse des Tutsis et des Hutus modérés par des extrémistes hutus survenu en 1994. Le génocide a été alimenté par un discours de haine qui diabolisait les Tutsis et les présentait comme une menace pour la majorité hutue.
- En incitant à la violence, à l'hostilité et à la discrimination, la campagne d'incitation à la haine contre les Tutsis a déshumanisé les Tutsis et rendu le génocide possible.



**Que peut-on faire
pour empêcher les
discours de haine ?**

Droit international humanitaire

- Le « droit de la guerre » ou « droit des conflits armés ».
- S'applique en cas de conflit armé.
- Limite l'impact négatif des conflits armés et réduit les souffrances pendant les guerres.
- Les individus sont protégés par le droit international humanitaire s'ils ne participent pas ou plus aux hostilités.



Opérations d'information et droit humanitaire international

- Interdiction de la propagande en faveur de la guerre et de l'incitation à commettre des crimes de guerre.
- Ruses de guerre.
- Menaces de violence ou d'attaques visant à semer la terreur parmi les populations civiles.
- Publication d'images de prisonniers de guerre.
- Déstabilisation des opérations humanitaires.

Protéger les journalistes et travailleurs des médias

- Les attaques contre les médias, les journalistes et la société civile entravent et **limitent l'accès à l'information**.
- Le **DIDH** protège le journalisme libre, indépendant et pluraliste, tandis que le **DIH** protège les journalistes en tant que civils.
- La diffusion de messages de propagande par les journalistes **ne justifie pas** que l'on s'en prenne à eux ou aux équipements appartenant aux groupes médiatiques.



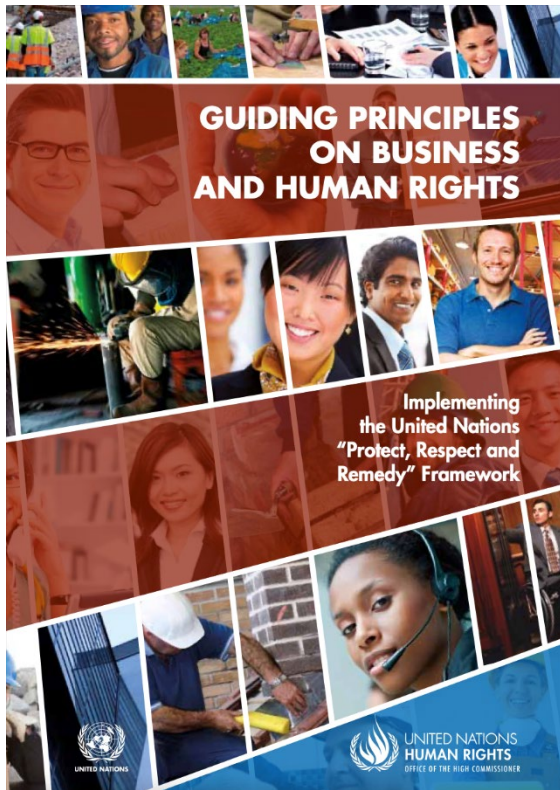
Exemple de scénario : liberté d'expression et médias



- En quoi les attaques du gouvernement violent-elles le droit international ?
- Quel est l'impact des attaques du gouvernement sur la couverture médiatique ?
- Que peut-on faire pour protéger les médias ?







- Le pays A est au cœur d'un conflit armé dans lequel le gouvernement lutte contre un groupe rebelle. Les médias rendent compte du conflit, mais le gouvernement n'est pas satisfait de la couverture médiatique.
- Le gouvernement commence à s'en prendre aux médias, qu'il qualifie de « partiaux » et de « favorables aux rebelles », et à harceler et à intimider les journalistes. Certains journalistes sont menacés de violences, d'autres sont arrêtés.
- Les attaques du gouvernement contre les médias ont un effet dissuasif car les journalistes qui couvrent le conflit ont peur de dénoncer les actes répréhensibles du gouvernement.

Rôles et responsabilités dans la lutte contre les discours de haine



- Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011) définissent les normes juridiques applicables aux entreprises pendant les conflits.
- La Stratégie et le Plan d'action des Nations unies pour la lutte contre les discours de haine (2019) définissent des orientations stratégiques pour permettre à l'ONU de lutter contre les discours de haine aux niveaux national et mondial.

Le Plan d'action de Rabat

- Le Plan d'action de Rabat (2012) fournit un outil pour évaluer quand un discours atteint le seuil élevé d'incitation à la haine visé à l'article 20(2) du PIDCP
- Le Plan d'action de Rabat prévoit un test de seuil à six paliers qui prend en compte les critères suivants :
 -  Contexte de la déclaration
 -  Poste ou statut de l'auteur de la déclaration
 -  Intention d'inciter le public à s'opposer au groupe cible
 -  Contenu et forme de la déclaration
 -  Étendue de sa diffusion
 -  Probabilité de préjudice, y compris son imminence

Points à retenir

- Il est essentiel de comprendre le cadre juridique international relatif aux MDMD afin de saisir le rôle des Nations unies dans la création d'un espace d'information habilitant.
- L'incitation à l'hostilité, à la discrimination et à la violence peut saper les efforts de maintien de la paix.